



CHAPITRE 158

LOI CONCERNANT LES PRISONS DE RÉFORME POUR LES JEUNES DÉLINQUANTS

1. La présente loi peut être citée sous le titré de *Loi Titre abrégé. des prisons de réforme pour les jeunes délinquants.*

SECTION I

DE L'ÉRECTION DE CES PRISONS

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire éri-Érection
ger ou établir un édifice dans la province pour servir de d'une prison
prison de réforme pour les jeunes délinquants; cet édi- de réforme en
fice, aussitôt achevé et prêt pour cette fin, peut être dé- cette provin-
claré, par proclamation, prison de réforme pour y déte- cc.
nir ces délinquants.

Il peut ordonner qu'une étendue de terre propre aux Ferme y atta-
fins agricoles, et n'excédant pas deux cents acres, soit chée, etc.
attachée à la prison de réforme, et la faire enclore d'une
manière sûre; la prison est censée comprendre tout le
terrain ainsi enclos. S. R. (1909), 3667.

SECTION II

DE LA NOMINATION DES OFFICIERS

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nom- Nomination
mer, pour cette prison, un préfet, un chapelain protes- d'officiers.
tant, un chapelain catholique romain, un chirurgien et
un commis, qui tiennent leur charge sous bon plaisir.
S. R. (1909), 3668.

4. Le préfet de cette prison peut, du consentement Nominations
des inspecteurs choisis en vertu de la section huitième de par le préfet.
la Loi des palais de justice et prisons (chap. 156), nom-
mer les autres officiers, assistants et serviteurs requis
pour le service et la discipline de la prison, les destituer
à volonté et les remplacer. S. R. (1909), 3669.

5. Sauf les changements apportés par la présente loi, Pouvoirs et
ou par les règlements établis en vertu de l'article 7, devoirs du
préfet.

le préfet de la prison de réforme a et exerce les mêmes pouvoirs et est sujet aux mêmes devoirs dans cette prison, que ceux qui sont conférés par la loi au préfet d'un pénitencier et auxquels ce dernier est sujet. S. R. (1909), 3670.

SECTION III

DES POUVOIRS DES INSPECTEURS

Pouvoirs des inspecteurs.

6. Sauf les modifications apportées par la présente loi, les inspecteurs, et chacun d'eux, exercent les mêmes pouvoirs et remplissent les mêmes devoirs, relativement à cette prison de réforme, que les inspecteurs des pénitenciers du Canada; un seul des inspecteurs remplit les mêmes devoirs et exerce les mêmes pouvoirs, quant à la prison de réforme, que ceux délégués et imposés à tout inspecteur par la Loi des pénitenciers. S. R. (1909), 3671.

Règlements par les inspecteurs.

7. Les inspecteurs sont autorisés à faire des règlements pour l'administration et la gouverne de la prison de réforme, et pour la discipline des délinquants qui y sont emprisonnés; ces règlements sont soumis au lieutenant-gouverneur en conseil, et, lorsqu'ils ont été approuvés, ils sont alors mis en vigueur.

Soumission des règlements à la Législature.

Ces règlements sont soumis à l'Assemblée législative, dans les premières six semaines qui suivent l'ouverture de la session alors immédiatement suivante de la Législature. S. R. (1909), 3672.

SECTION IV

DE L'ÉTABLISSEMENT D'UNE CAYENNE

Établissement d'une cayenne.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps, s'il le juge à propos, ordonner qu'il soit placé et équipé en la cité, ou en bas de la cité de Montréal, une cayenne propre, sous tous les rapports, au service océanique, et y nommer un capitaine et des officiers et faire transférer, par mandat, de la prison de réforme dans cet établissement, les délinquants qui ont le désir d'embrasser la vie de marin et que le lieutenant-gouverneur juge à propos de faire transférer. Cette cayenne est censée une prison de réforme et tombe sous l'opération de la présente loi en tant qu'elle peut s'y appliquer; le capitaine ainsi nommé est préfet de cette cayenne, et exerce tous les pouvoirs et remplit tous les devoirs qui se rattachent à cette charge. S. R. (1909), 3673.
